

b) ajouter le § 63, libellé comme suit :

§ 63. Les spécialités reprises ci-après ne font l'objet d'un remboursement que si le traitement pour lequel elles sont prescrites, est instauré après une anamnèse, confirmée par un test cutané positif (prick test ou intradermoreaction) et/ou un Phadebas RAST positif.

A cet effet le médecin-conseil délivre au bénéficiaire l'attestation dont le modèle est fixé sous le litt. aa de l'annexe III du présent arrêté.

Cette autorisation est limitée à une période de douze mois maximum, des prolongations de cette période de chaque fois douze mois peuvent être autorisées.

b) een als volgt opgestelde § 63 toevoegen :

§ 63. De hierna volgende specialiteiten komen slechts in aanmerking voor tegemoetkoming indien de behandeling, waarvoor ze voorgeschreven zijn, wordt ingesteld na een anamnese, bevestigd door een positieve huidtest (priktest of intradermoreactie) en/of Phadebas RAST.

Met het oog daarop reikt de adviserend geneesheer aan de recht-hebbende het attest uit waarvan het model sub litt. aa van bijlage III van dit besluit is vastgesteld.

De machtiging is beperkt tot een behandelingsperiode van twaalf maanden maximum, verlengingen van deze periode met telkens twaalf maanden kunnen worden toegestaan.

Critère — Criterium	Dénomination et conditionnements — Benaming en verpakkingen	Observations — Opmerkingen	Base de remboursement — Basis van tegemoetkoming	Intervention du bé- néficiaire visé par l'art. 25, § 2, loi 9.8.1963 — Aandeel van de rechthebbende be- oogd bij art. 25, § 2, wet 9.8.1963	Intervention du béné- ficiaire, autre que celui visé par l'art. 25, § 2, loi 9.8.1963 — Aandeel van de recht- hebbende, andere dan deze beoogd bij rt. 25, § 2, wet 9.8.1963
C-12	PHARMALGEN (VENIN D'ABEILLE- BIJENGIF) Pharmacia 4 fl. pulv. inject. + solv. * pr. 4 fl. pulv. inject. + solv.		2 033,— 1 978,—	300,—	500,—
C-12	PHARMALGEN (VENIN DE GUEPE- WESPENGIF) Pharmacia 4 fl. pulv. inject. + solv. * pr. 4 fl. pulv. inject. + solv.		2 962,— 2 907,—	300,—	500,—

Art. 2. A l'annexe II du même arrêté, en catégorie B, le libellé du critère 43 est remplacé par le suivant :

* 43 - Les spécialités à base d'une association d'antibiotiques ou d'antimycosiques avec des corticoïdes dont les indications sont exclusivement des affections mycotiques.*

Art. 3. A l'annexe III du même arrêté, sous litt. aa « Modèle de l'attestation visée aux §§ 50, 51-a), 53-a), 56 et 62 du chapitre IV de l'annexe I », remplacer la mention « et 62 » par « 62 et 63 ».

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er décembre 1987.

Art. 5. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 8 novembre 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

Art. 2. In bijlage II van hetzelfde besluit, wordt, in categorie B, de opstelling van criterium 43 door de volgende vervangen :

* 43 - Specialiteiten op basis van een associatie van antibiotica of antimycotica met corticosteroiden waarvan de indicaties uitsluitend mycotische aandoeningen zijn.*

Art. 3. In bijlage III van hetzelfde besluit sub litt. aa « Model van het attest beoogd bij §§ 50, 51-a), 53-a), 56 en 62 van hoofdstuk IV van bijlage I », de vermelding « en 62 » door « 62 en 63 » vervangen.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 december 1987.

Art. 5. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 8 november 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 87 — 2138

5 OCTOBRE 1987. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant les conditions et les modalités d'agrément, de subventionnement et de conventionnement d'organismes exerçant des activités d'insertion socio-professionnelle ou de formation professionnelle continuée

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 17 juillet 1987 relatif à l'agrément et au subventionnement de certains organismes exerçant des activités d'insertion socio-professionnelle ou de formation professionnelle continuée;

Vu le décret du 19 décembre 1986 contenant le budget de la Communauté française pour l'année budgétaire 1987;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 23 janvier 1987 relatif à l'agrément des entreprises d'apprentissage professionnel;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence justifiée par la nécessité de prendre au plus tôt les mesures indispensables à l'agrément et à l'octroi de subventions à des organismes exerçant des activités d'insertion socio-professionnelle ou de formation professionnelle continuée à charge de l'année budgétaire 1987;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 5 août 1987;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Formateurs;

Vu la délibération de l'Exécutif de la Communauté française du 24 septembre 1987;

Sur proposition du Ministre des Affaires sociales, de la Formation et du Tourisme,

Arrête :

Article 1er. Au sens du présent arrêté, on entend par décret, le décret du 17 juillet 1987 relatif à l'agrément et au subventionnement de certains organismes exerçant des activités d'insertion socio-professionnelle ou de formation professionnelle continuée.

Art. 2. § 1er. Le présent arrêté fixe les conditions et les modalités auxquelles, en exécution du décret, l'Exécutif peut agréer, subventionner ou éventuellement conclure des conventions avec les organismes visés par le décret.

§ 2. L'arrêté de l'Exécutif du 23 janvier 1987 relatif à l'agrément des entreprises d'apprentissage professionnel n'est pas visé par les dispositions du présent arrêté.

Art. 3. En application de l'article 3, § 2, du décret, lorsque l'Exécutif de la Communauté française, en vue d'être informé sur un éventuel double emploi avec des institutions visées à l'article 3, § 1er, du décret, sollicite pour l'agrément l'avis du Conseil supérieur des Formateurs de la Communauté française, celui-ci est tenu de remettre son avis dans un délai de deux mois à dater de la demande d'avis.

Art. 4. § 2, 4°, du décret, tout organisme agréé doit prouver qu'il répond à la demande d'un public comptant au minimum douze participants, hormis pour les actions prévues à l'article 4, § 1er, 7° et 8°, du décret.

Art. 5. § 2, 6°, du décret, tout organisme agréé doit disposer de formateurs qui possèdent :

- des qualifications pédagogiques et sociales suffisantes, attestées par un diplôme d'un niveau minimum d'enseignement supérieur de type court ou équivalent;
- ou une expérience professionnelle utile dans la discipline concernée par l'insertion et la formation d'une durée minimum de six ans si le formateur est en possession d'un diplôme d'un niveau minimum d'enseignement secondaire inférieur ou équivalent, ou de trois ans si le formateur est en possession d'un diplôme d'un niveau minimum d'enseignement secondaire supérieur ou équivalent.

Art. 6. § 1er. Il est créé une Commission consultative des organismes d'insertion et de formation chargée de conseiller le Ministre et d'évaluer l'activité des organismes agréés.

§ 2. Elle est composée de :

1. un représentant du Ministre de la Communauté française qui a la formation dans ses attributions;
2. un représentant du Ministre de la Communauté française qui a l'enseignement dans ses attributions;
3. trois personnes désignées par l'Exécutif sur proposition du Conseil supérieur des Formateurs, de manière à représenter la formation professionnelle de l'O.N.Em, la formation permanente des Classes moyennes et l'enseignement;
4. trois personnes désignées par l'Exécutif en raison de leur compétence particulière.

La présidence est assurée par le représentant du Ministre de la Communauté française qui a la formation dans ses attributions.

Le secrétariat est assuré par la Direction générale de l'Enseignement et de la Formation.

§ 3. Les membres sont désignés pour trois ans et leur mandat est renouvelable.

§ 4. La commission fixe son règlement d'ordre intérieur.

Art. 7. En application de l'article 6 du décret, les montants des subventions sont déterminés par année budgétaire, en fonction :

- de l'importance et de la diversification des programmes visant les objectifs et les activités prioritaires repris aux articles 2 et 4, § 1er, du décret et en outre de la réalisation par l'organisme agréé d'activités, soit de production d'outils d'insertion et de formation utilisables au plan de l'ensemble d'un secteur, soit de coordination locale, sous-régionale ou communautaire d'activités prévues par le décret;
- du coût du ou des programmes présentés, compte tenu des autres ressources escomptées des pouvoirs publics de la part de l'organisme;
- du nombre prévu de bénéficiaires du programme;
- de l'importance des résultats escomptés et, le cas échéant, des résultats obtenus durant l'exercice précédent, en termes d'emplois ou de préparation à des formations qualifiantes.

Art. 8. § 1er. Toute première demande d'agrément doit être introduite dans la forme prescrite par le Ministre de la Communauté française qui a la formation dans ses attributions et au plus tard pour le 1er mars.

§ 2. Toute demande de renouvellement d'agrément doit être introduite six mois avant l'échéance de l'agrément précédent.

§ 3. La décision d'agrément et de renouvellement d'agrément est prise avant le 1er juillet et est communiquée à l'organisme.

Art. 9. En application de l'article 7 du décret, les montants des conventions sont déterminés par le Ministre de la Communauté française qui a la formation dans ses attributions, en fonction de l'importance de l'apport du projet présenté par l'organisme à la politique d'insertion et de formation professionnelles dans les domaines décrits à l'article 2 du décret.

Art. 10. En application des articles 4, § 2, 5° et 7 du décret, le contrôle administratif, pédagogique et budgétaire est assuré par la Direction générale de l'Enseignement et de la Formation de la Communauté française.

Art. 11. A titre transitoire, pour l'année 1987, les dispositions de l'article 8 ne sont pas d'application pour les demandes qui viennent à charge de l'année budgétaire 1987. Celles-ci peuvent faire l'objet d'un agrément provisoire dont la durée est déterminée par le Ministre de la Communauté française qui a la formation dans ses attributions.

Art. 12. Le Ministre de la Communauté française qui a la formation dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 5 octobre 1987.

Pour l'Exécutif de la Communauté française :
Le Ministre des Affaires sociales, de la Formation et du Tourisme,
E. POULLET

—
VERTALING
—

—
MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP
—

N. 87 — 2138

5 OKTOBER 1987. — Besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve tot vaststelling van de voorwaarden en de nadere regels voor de erkenning en de betoelaging van instellingen die activiteiten uitoefenen gericht op maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces of op voortgezette beroepsopleiding alsmede voor het sluiten van overeenkomsten met die instellingen

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 17 juli 1987 betreffende de erkenning en de betoelaging van sommige instellingen die activiteiten uitoefenen gericht op maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces of op voortgezette beroepsopleiding;

Gelet op het decreet van 19 december 1986 houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1987;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 23 januari 1987 betreffende de erkenning van « entreprises d'apprentissage professionnel » (« E.A.P. ») (ondernemingen voor het aanleren van een beroep);

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid zo vroeg mogelijk de maatregelen te treffen die onontbeerlijk zijn voor de erkenning en de betoelaging van instellingen die activiteiten uitoefenen gericht op maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces of op voortgezette beroepsopleiding ten laste van het begrotingsjaar 1987;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 5 augustus 1987;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor de opleiders;

Gelet op de beraadslaging van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 24 september 1987;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken, van Vorming en van Toerisme,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit, dient onder decreet te worden verstaan : het decreet van 17 juli 1987 betreffende de erkenning en de betoelaging van sommige instellingen die activiteiten uitoefenen gericht op maatschappelijke integratie en inschakeling in het arbeidsproces of op voortgezette beroepsopleiding.

Art. 2. § 1. Dit besluit stelt de voorwaarden en de nadere regels vast volgens welke, in uitvoering van het decreet, de Executieve de bij het decreet bedoelde instellingen kan erkennen en betoelagen of eventueel overeenkomsten met die instellingen kan sluiten.

§ 2. Het besluit van de Executieve van 23 januari 1987 betreffende de erkenning van « entreprises d'apprentissage professionnel » (« E.A.P. ») (ondernemingen voor het aanleren van een beroep) wordt niet bedoeld bij de bepalingen van dit besluit.

Art. 3. Bij toepassing van artikel 3, § 2, van het decreet, wanneer de Executieve van de Franse Gemeenschap, om ingelicht te worden over een eventueel samenvallen met de bij artikel 3, § 1, van het decreet bedoelde instellingen, voor de erkenning, het advies van de Hoge Raad voor de opleiders van de Franse Gemeenschap vraagt, is deze ertoe gehouden zijn advies uit te brengen binnen een termijn van twee maanden vanaf de datum van de aanvraag om advies.

Art. 4. Bij toepassing van artikel 4, § 2, 4^o, van het decreet, moet elke erkende instelling bewijzen dat ze beantwoordt aan de vraag van een publiek dat ten minste twaalf deelnemers telt, behalve voor de acties bedoeld bij artikel 4, § 1, 7^o en 8^o van het decreet.

Art. 5. Bij toepassing van artikel 4, § 2, 6^o, van het decreet, moet elke erkende instelling beschikken over opleiders die :

— voldoende pedagogische en sociale kwalificaties bezitten, bewezen door een diploma van ten minste het niveau van het hoger onderwijs van het korte type of van een daarmee gelijkgesteld niveau;

— of een nuttige beroepservaring hebben in het vak dat betrekking heeft op de inschakeling en de opleiding, van ten minste zes jaar indien de opleider houder is van een diploma van ten minste het niveau van het lager secundair onderwijs of van een daarmee gelijkgesteld niveau, of van drie jaar indien de opleider houder is van een diploma van ten minste het niveau van het hoger secundair onderwijs of van een daarmee gelijkgesteld niveau.

Art. 6. § 1. Er wordt een Adviescommissie van de instellingen voor inschakeling en vorming opgericht die belast wordt met het verstrekken van adviezen aan de Minister en met de evaluatie van de activiteit van de erkende instellingen.

§ 2. Ze is samengesteld uit :

1. een vertegenwoordiger van de Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de vorming behoort;

2. een vertegenwoordiger van de Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid het onderwijs behoort;

3. drie personen die door de Executieve aangewezen worden op de voordracht van de Hoge Raad voor de opleiders, zodanig dat de beroepsopleiding van de R.V.A., de permanente vorming van de Middenstand en het onderwijs vertegenwoordigd worden;

4. drie personen die door de Executieve aangewezen worden op grond van hun bijzondere bekwaamheid.

Het voorzitterschap wordt bekleed door de vertegenwoordiger van de Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de vorming behoort.

Het secretariaat wordt waargenomen door de Algemene Directie van Onderwijs en Vorming.

§ 3. De leden worden voor drie jaar aangewezen en hun mandaat is hernieuwbaar.

§ 4. De commissie stelt haar huishoudelijk reglement vast.

Art. 7. Bij toepassing van artikel 6 van het decreet, worden de bedragen van de toelagen per begrotingsjaar bepaald, op grond van :

— het belang en de diversifiëring van de programma's die gericht zijn op de doelstellingen en de activiteiten die voorrang hebben, zoals die in de artikelen 2 en 4, § 1, van het decreet vermeld zijn, en overigens op grond van de verrichting door de erkende instelling van activiteiten hetzij voor de produktie van hulpmiddelen tot inschakeling en tot vorming, die bruikbaar zijn in het geheel van de sector, hetzij voor de plaatselijke, subregionale of communautaire coördinatie van activiteiten bedoeld bij het decreet;

— de kosten van het of de voorgestelde programma's, rekening houdend met de andere geldmiddelen die de instelling van de overheid hoopt te krijgen;

— het vastgesteld aantal personen die het programma volgen;

— de verwachte resultaten en, in voorkomend geval, de resultaten die gedurende het vorige dienstjaar bereikt zijn, wat het aantal betrekkingen betreft of wat de voorbereiding voor kwalificerende opleidingen betreft.

Art. 8. § 1. Elke eerste aanvraag om erkenning moet ingediend worden in de vorm voorgeschreven door de Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de vorming behoort, uiterlijk voor 1 maart.

§ 2. Elke aanvraag om vernieuwing van de erkenning moet zes maanden vóór het verstrijken van de geldigheid van de vorige erkenning ingediend worden.

§ 3. De beslissing tot erkenning en tot vernieuwing van de erkenning wordt vóór 1 juli genomen en aan de instelling medegedeeld.

Art. 9. Bij toepassing van artikel 7 van het decreet, worden de bedragen van de tegemoetkomingen voor de overeenkomsten door de Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de vorming behoort bepaald op grond van de bijdrage die het ontwerp dat door de instelling voorgesteld wordt, levert tot het beleid inzake inschakeling in het arbeidsproces en beroepsopleiding op de gebieden bedoeld in artikel 2 van het decreet.

Art. 10. Bij toepassing van de artikelen 4, § 2, 5° en 7 van het decreet, wordt de administratieve, pedagogische en budgettaire controle uitgeoefend door de Algemene Directie van Onderwijs en Vorming van de Franse Gemeenschap.

Art. 11. Bij wijze van overgangsmaatregel voor het jaar 1987, zijn de bepalingen van artikel 8 niet van toepassing voor de aanvragen die ten laste van het begrotingsjaar 1987 komen. Deze kunnen het voorwerp uitmaken van een voorlopige erkenning waarvan de duur bepaald wordt door de Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de vorming behoort.

Art. 12. De Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de vorming behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 5 oktober 1987.

Voor de Franse Gemeenschapsexecutieve :
De Minister van Sociale Zaken, van Vorming en van Toerisme,

E. POULLET

AUTRES ARRÊTÉS

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

6 NOVEMBRE 1987

Arrêté royal nommant le président et le vice-président de la Commission des Marchés publics

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal du 2 août 1982 réformant la Commission des Marchés publics et notamment l'article 7;

Sur la proposition de Notre Premier Ministre,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. M. Duplat J.L., Président du Tribunal de Commerce de Bruxelles et M. Van Hemelrijck F., Inspecteur général à l'Administration logistique des Services du Premier Ministre, sont nommés respectivement Président et Vice-Président de la Commission des Marchés publics.

ANDERE BESLUITEN

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

6 NOVEMBER 1987. — Koninklijk besluit tot benoeming van de voorzitter en de ondervoorzitter van de Commissie voor de Overheidsopdrachten

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit van 2 augustus 1982 tot hervorming van de Commissie voor de Overheidsopdrachten en inzonderheid op artikel 7;

Op voordracht van Onze Eerste Minister,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De heer Duplat J.L., Voorzitter van de Rechtbank van Koophandel te Brussel en de heer Van Hemelrijck F., Inspecteur-generaal bij het Logistiek Bestuur van de Diensten van de Eerste Minister, worden respectievelijk benoemd tot Voorzitter en Ondervoorzitter van de Commissie voor de Overheidsopdrachten.